



## DELIBERATION N° 2021-163

Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 3 juin 2021 relative à l'analyse des coûts d'approvisionnement en gaz naturel et hors approvisionnement à couvrir par les tarifs réglementés de vente du gaz de Gaz de Bordeaux, d'ES Energies Strasbourg et de Gaz et Electricité de Grenoble

Participaient à la séance : Catherine EDWIGE, Ivan FAUCHEUX et Jean-Laurent LASTELLE, commissaires.

### 1. CONTEXTE ET COMPETENCE DE LA CRE

La loi n°2019-1147 relative à l'énergie et au climat (LEC), promulguée le 8 novembre 2019, met fin aux tarifs réglementés de vente (TRV) de gaz naturel des fournisseurs historiques, pour toutes les catégories de consommateurs, en plusieurs étapes :

- les clients professionnels ne peuvent plus bénéficier des TRV depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2020 ;
- les clients résidentiels ainsi que les syndicats de copropriétés et les propriétaires uniques d'immeuble à usage unique d'habitation dont la consommation annuelle est inférieure à 150 MWh devront, eux, opter pour une offre de marché d'ici le 1<sup>er</sup> juillet 2023.

Les TRV de gaz naturel ne sont plus commercialisés depuis le 8 décembre 2019. Néanmoins, pour les contrats en cours d'exécution à la date de publication de la LEC et jusqu'aux échéances mentionnées ci-dessus, les dispositions du code de l'énergie relatives au mode de construction et aux missions de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) abrogées par la LEC restent applicables dans leur rédaction antérieure à cette loi.

Les TRV de gaz en distribution publique sont encadrés par les articles L. 445-1 à L. 445-4 et R. 445-1 à R. 445-7 du code de l'énergie.

L'article R. 445-2 du code de l'énergie dispose que « les tarifs réglementés de vente du gaz naturel couvrent les coûts d'approvisionnement en gaz naturel et les coûts hors approvisionnement ».

L'article L. 445-3 du code de l'énergie dispose que les « tarifs réglementés de vente du gaz naturel sont définis en fonction des caractéristiques intrinsèques des fournitures et des coûts liés à ces fournitures. Ils couvrent l'ensemble de ces coûts à l'exclusion de toute subvention en faveur des clients qui ont exercé leur droit prévu à l'article L. 441-1 ».

L'article R. 445-4 du code de l'énergie prévoit que « pour chaque fournisseur, un arrêté des ministres chargés de l'économie et de l'énergie pris après avis de la Commission de régulation de l'énergie fixe, à l'issue de l'analyse détaillée remise par celle-ci, [...] et au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet, les barèmes des tarifs réglementés à partir, le cas échéant, des propositions du fournisseur ».

L'article R. 445-3 du code de l'énergie dispose que « Pour chaque fournisseur est définie une formule tarifaire qui traduit la totalité des coûts d'approvisionnement en gaz naturel. La formule tarifaire et les coûts hors approvisionnement permettent de déterminer le coût moyen de fourniture du gaz naturel, à partir duquel sont fixés les tarifs réglementés de vente de celui-ci, en fonction des modalités de desserte des clients concernés.

Les coûts hors approvisionnement comprennent notamment :

1° Les coûts d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel et, le cas échéant, des réseaux de distribution publique de gaz naturel, résultant de l'application des tarifs d'utilisation des infrastructures de gaz fixés par la Commission de régulation de l'énergie ;

2° Les coûts d'utilisation des stockages de gaz naturel, le cas échéant ;

3° Les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.

La méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement pour chaque fournisseur est précisée par arrêté des ministres chargés de l'économie et de l'énergie, après avis de la Commission de régulation de l'énergie.

La Commission de régulation de l'énergie effectue, chaque année, une analyse détaillée de l'ensemble des coûts d'approvisionnement en gaz naturel et hors approvisionnement. Les coûts de commercialisation peuvent être, en cas d'indisponibilité des données, estimés à partir de moyennes. La Commission de régulation de l'énergie intègre notamment dans son analyse les possibilités d'optimisation du portefeuille d'approvisionnement de chaque fournisseur sur la période écoulée. Elle peut proposer aux ministres chargés de l'énergie et de l'économie de revoir la formule tarifaire ou la méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement, afin de prendre en compte l'évolution des coûts dans les tarifs. Elle remet au Gouvernement les résultats de cette analyse et les rend publics, dans le respect du secret des affaires, au plus tard le 15 mai.

La formule tarifaire est fixée par arrêté des ministres chargés de l'économie et de l'énergie, le cas échéant sur proposition du fournisseur, après avis de la Commission de régulation de l'énergie.

Chaque fournisseur rend accessibles et compréhensibles par le public, par tout moyen approprié, les déterminants de sa formule tarifaire et les modalités de calcul de l'évolution des coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement, dans les limites autorisées par le secret des affaires. »

L'article R.445-4 du code de l'énergie prévoit que « Pour chaque fournisseur, un arrêté des ministres chargés de l'économie et de l'énergie pris après avis de la Commission de régulation de l'énergie fixe, à l'issue de l'analyse détaillée remise par celle-ci, prévue par le septième alinéa de l'article R. 445-3, et au plus tard le 1er juillet, les barèmes des tarifs réglementés à partir, le cas échéant, des propositions du fournisseur. [...] Pour rendre son avis, la Commission de régulation de l'énergie s'appuie notamment sur les éléments comptables produits par le fournisseur, conformément à l'article L. 111-88. »

Les arrêtés du 26 juin 2020 relatifs aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel fournis par les vingt-trois fournisseurs historiques de gaz naturel, ont fixé leurs TRV ainsi que les formules permettant d'estimer l'évolution de leurs coûts d'approvisionnement entre le 1<sup>er</sup> juillet 2020 et le 30 juin 2021.

\*\*\*

Conformément au code de l'énergie, la CRE a renouvelé son analyse détaillée des coûts des fournisseurs historiques de gaz naturel en 2021. La CRE a notamment examiné l'ensemble des coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement réalisés sur l'année 2020 et prévisionnels sur la période tarifaire allant du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2022.

Par la présente délibération, la CRE présente les résultats de ses travaux propres aux trois entreprises locales de distribution (ELD) qui approvisionnent le plus grand nombre de clients, soit :

- Gaz de Bordeaux : ~ 110 000 clients résidentiels au TRV ;
- ES Energies Strasbourg : ~ 60 000 clients résidentiels au TRV ;
- Gaz Electricité de Grenoble (GEG) : ~ 20 000 clients résidentiels au TRV.

Il appartiendra ensuite au gouvernement de proposer des projets d'arrêtés relatifs aux formules d'évolution des TRV de ces trois fournisseurs sur lesquels la CRE rendra ses avis

## **2. ANALYSE DES COUTS ET DES RECETTES DES TROIS PRINCIPALES ELD AU PERIMETRE DE L'ACTIVITE DE FOURNITURE DES TARIFS REGLEMENTES DE VENTE DE GAZ**

### **2.1 L'analyse des coûts en 2020**

Sur la base de l'examen des coûts constatés sur l'année 2020 transmis par les trois principales ELD la CRE note que :

- s'agissant de Gaz de Bordeaux, les recettes des TRV ont été inférieures de 1% aux coûts incluant la marge commerciale. La CRE constate que l'écart entre les recettes issues des TRV et les coûts réellement supportés est faible ;

- S'agissant de ES Energies Strasbourg, les recettes des TRV ont été supérieures aux coûts supportés de 1% du chiffre d'affaires. La CRE constate que l'écart entre les recettes issues des ventes aux clients aux tarifs réglementés de vente et les coûts réellement supportés est faible en 2020 ;
- S'agissant de GEG, les recettes des TRV ont largement dépassé les coûts supportés par GEG de 10,4% alors qu'une marge raisonnable prévisionnelle de 3.5% avait été retenue. Cela s'explique principalement par une surestimation des coûts commerciaux en prévision d'une activité supplémentaire imposée par le contexte de sortie des TRV.

La CRE constate que l'écart entre les recettes issues des ventes aux clients aux tarifs réglementés de vente et les coûts réellement supportés Gaz de Bordeaux et ES Energies Strasbourg sont faibles en 2020. S'agissant de GEG, la CRE regrette l'erreur de prévision de GEG ayant conduit à une marge excessive en 2020.

Toutefois, un rattrapage de ces sommes ne saurait être recommandé. En effet, il nuirait à la contestabilité du tarif réglementé de vente de gaz de GEG par les offres de marché. En outre, dans le contexte de la fin des tarifs réglementés de gaz le 1<sup>er</sup> juillet 2023, un tel rattrapage irait à l'encontre des objectifs fixés par la loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat. En conséquence, la CRE recommande au gouvernement de ne pas rattraper l'écart constaté dans les TRV 2021-2022.

## **2.2 Perspectives d'évolution des coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement**

### **2.2.1 Les coûts d'approvisionnement**

La CRE a examiné la prévision d'évolution des conditions d'approvisionnement des fournisseurs de gaz concernés afin :

- de s'assurer de l'adéquation de la formule aux conditions d'approvisionnement de ces fournisseurs ;
- d'envisager, le cas échéant, une révision de la formule au 1<sup>er</sup> juillet 2021.

#### **Gaz de Bordeaux**

La formule tarifaire 2020-2021 est définie par l'arrêté du 26 juin 2020 relatifs aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel de Gaz de Bordeaux. Elle est égale à la moyenne des cotations constatées du produit PEG trimestriel sur la période de trois mois précédant la date du mouvement.

Elle s'établit selon la formule suivante :

$$\Delta m = \Delta (PEG QA(3,1,3))$$

où PEG QA(3,1,3), pour chaque trimestre civil débutant le mois m, est égal à la moyenne arithmétique, sur la période m-4 à m-2, des prix de règlement « *Settlement Price* » de la référence « PEG Quarter +1 » pour m-3 et m-2 et « PEG Quarter +2 » pour m-4 dans la rubrique « *Powernext Gas Futures* ».

Le contrat d'approvisionnement en gaz de Gaz de Bordeaux prenant fin en septembre 2021, une négociation est en cours pour déterminer le nouveau contrat. La formule tarifaire pour 2021-2022 restera inchangée.

La CRE recommande de ne pas faire évoluer la formule tarifaire de Gaz de Bordeaux sur la période juillet 2021 à juin 2022.

#### **ES Energies Strasbourg**

La formule tarifaire 2020-2021 est fixée par l'arrêté du 26 juin 2020 relatifs aux TRV du gaz naturel d'ES Energies Strasbourg.

Elle s'établit suivant la formule suivante :

$$\Delta m = \Delta (PEG QA(3,1,3))$$

Où PEG QA(3,1,3) représente le prix révisé pour chaque trimestre sur la base de la moyenne arithmétique, calculée sur les 3 mois qui précèdent le dernier mois précédant le trimestre civil auquel appartient le mois de consommation m et s'appliquant sur la totalité du trimestre civil considéré, des prix moyens mensuels en EUR/MWh hors toutes taxes du PEG Quarter Ahead publié par Powernext.

Le contrat d'approvisionnement d'ES Energies Strasbourg est renégocié tous les ans pour une entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre. Seul le terme fixe du prix d'approvisionnement évolue, les indices de la formule de prix reste inchangé.

La CRE recommande de ne pas faire évoluer la formule tarifaire d'ES Energies Strasbourg sur la période juillet 2021 à juin 2022.

### **GEG**

La formule tarifaire en vigueur sur la période juillet 2020 à juin 2021 est fixée par l'arrêté du 26 juin 2020 relatif aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel de GEG. Elle est établie sur la base du prix du gaz naturel du contrat futur trimestriel coté au PEG, constaté sur une période d'un mois se terminant un mois avant la date du mouvement tarifaire.

Elle s'établit selon la formule suivante :

$$\Delta m = \Delta \text{ PEG } \text{ €/MWh}$$

où  $\Delta m$  représente l'évolution du terme représentant les coûts d'approvisionnement en gaz naturel en € par MWh et  $\Delta \text{ PEG}$  représente l'évolution de la cotation des contrats futurs trimestriels du gaz naturel cotés en France, en euros par MWh.

Pour la période juillet 2021 à juin 2022, le terme fixe de la formule tarifaire est en hausse. La formule tarifaire pour 2021-2022 restera inchangée.

La CRE recommande de retenir la proposition de GEG sur la période juillet 2021 à juin 2022.

### **Synthèse**

Sur la base des données disponibles au 18 mai 2021, et compte-tenu de la forte hausse des prix constatée sur les marchés du gaz, l'évolution des coûts d'approvisionnement pourrait induire une hausse des tarifs réglementés de vente de :

- **+6.4 % pour Gaz de Bordeaux**
- **+6,2 % pour ES Energies Strasbourg**
- **+10,8 % pour GEG**

## **2.2.2 Les coûts hors approvisionnement**

### **2.2.2.1 Les coûts d'infrastructure**

#### **Coûts de distribution**

La délibération n° 2021-141 du 27 mai 2021 a fixé les grilles tarifaires ATRD en vigueur pour les réseaux respectifs de Régaz, R-GDS et GreenAlp. L'application de ces nouvelles grilles (y compris le terme  $R_f$ ) impactent les TRV :

- **+0,3 % pour Gaz de Bordeaux ;**
- **-2,3 % pour ES Energies Strasbourg ;**
- **+0.6 % pour GEG**

#### **Coûts de transports et de stockage**

Pour Gaz de Bordeaux et GEG, les coûts de transport et de stockage (hors terme tarifaire de stockage) sont répercutés dans le contrat d'approvisionnement de leur fournisseur respectif, tandis qu'ES Energies Strasbourg détient des capacités de transport de gaz et est actif sur les enchères de stockage.

#### **Gaz de Bordeaux**

Gaz de Bordeaux supporte le coût du terme tarifaire de stockage (TTS), et répercute la hausse du terme de +135% en avril 2021 dans les nouveaux tarifs. Cette hausse du TTS reflète un prix moyen d'adjudication des enchères de stockage en baisse. Cependant, Gaz de Bordeaux a signalé que le coût des enchères fixé dans le contrat d'approvisionnement n'est pas directement mis à jour avec les nouvelles enchères. Par conséquent, la hausse du TTS n'a pas été compensée par la baisse du prix des enchères.

Au vu de l'évolution de l'ATRT du GRT Téréga (hausse de 1,26% sur le réseau régional, et baisse de -1,23% sur le réseau principal) et de la hausse du terme tarifaire de stockage de 135%, **les coûts de transport et de stockage entraînent une augmentation du niveau moyen du tarif réglementé de gaz de 3,8% pour Gaz de Bordeaux.**

**ES Energies Strasbourg**

Les coûts de transport d'ES Energies Strasbourg prévus pour la période 2021-2022 sont en baisse par rapport à ceux prévus entre juillet 2020 et juin 2021. Elle est associée à la baisse des tarifs ATRT de GRTgaz au 1er avril 2021. L'effet moyen sur les TRV d'ES Energies Strasbourg est de -0,9 %.

Les coûts de stockage prévus sont en légère hausse. Cette évolution est principalement liée à la hausse du terme tarifaire de stockage (TTS) au 1er avril 2021, de 78,63 €/MWh/j/an à 185,11€/MWh/j/an, partiellement compensée par la baisse du prix des enchères de stockage pour 2021-2022. L'effet moyen sur les TRV d'ES Energies Strasbourg est de +0,3 %.

**Les coûts de transport et stockage entraînent une diminution du niveau moyen du tarif réglementé de vente de 0,6 % pour ES Energies Strasbourg.**

**GEG**

La variation des coûts de transport et stockage de GEG s'explique par deux variations opposées :

- une baisse de 31.5% du coût d'utilisation total des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz, liée à la baisse des termes tarifaires et aux hypothèses d'évolution de portefeuille. L'évolution à la baisse des termes de l'ATRT ayant pris effet au 1<sup>er</sup> avril 2021, cette baisse prend en compte la compensation du trop-perçu sur la période du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;
- une augmentation du terme de stockage, qui est passé au 1<sup>er</sup> avril de 78,63 à 185,11 €/MWh/j/an (+135%), accompagnée d'un rattrapage de ce terme sur la période du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;

En cumulé, **les coûts de transport et stockage entraînent une diminution du tarif moyen de 1,8% pour GEG.**

**Les coûts de transport et stockage entraînent une diminution du niveau moyen du tarif réglementé de vente de 1,8 % pour GEG.**

**2.2.2.2 Les coûts commerciaux****Gaz de Bordeaux**

*Comparaison par rapport aux coûts réalisés 2019/2020<sup>1</sup>*

Les coûts commerciaux 2021/2022 prévisionnels augmentent très faiblement (+0,22%) par rapport aux coûts réalisés 2019/2020. Les coûts commerciaux hors CEE et hors couverture climatique<sup>2</sup> baissent de 16% en raison de réorganisation interne des services.

*Comparaison par rapport aux coûts prévisionnels inclus dans les tarifs 2019/2020*

**Les coûts commerciaux prévisionnels 2021/2022 restent stables dans le tarif réglementé de vente de Gaz de Bordeaux par rapport aux coûts 2019/2020: la hausse du coût des CEE due à la cinquième période (+0,5% de hausse du tarif moyen) est compensée par la baisse des coûts commerciaux hors CEE (-0,5%).**

**ES Energies Strasbourg**

Les coûts commerciaux d'ES Energies Strasbourg prévus dans les tarifs 2021-2022 sont en hausse par rapport aux TRV 2020-2021.

Cette augmentation est notamment portée par la hausse des obligations relatives aux CEE, via l'entrée en vigueur de la 5e période, soit une augmentation de 75 %.

Les coûts commerciaux hors CEE unitaires sont aussi en forte hausse, soit 33 %. Cette évolution est notamment déterminée par la mise en place d'un nouveau logiciel de gestion de clients.

<sup>1</sup> Dans le cas de Gaz de Bordeaux, la comptabilité s'effectue en année gazière (du 1<sup>er</sup> octobre au 30 septembre)

<sup>2</sup> Gaz de Bordeaux souscrit une assurance climatique, afin de couvrir une sous-consommation de volume de gaz en cas de température supérieure à la normale.

**L'évolution prévisionnelles des coûts commerciaux d'ES Energies Strasbourg entraîne une augmentation du niveau moyen du tarif réglementé de vente de 5,4 %.**

### GEG

Les coûts commerciaux prévisionnels de GEG subissent une évolution à la baisse significative de -34% comparés à ceux anticipés pour la période de juillet 2020 à juin 2021, avec un effet baissier sur les tarifs de -6.8%.

L'exercice de juillet 2020 à juin 2021 prévoyait une baisse du nombre de clients en accord avec les objectifs de sortie des TRV, mais une stabilité des coûts commerciaux totaux, en anticipation d'une recrudescence des sollicitations téléphoniques et de l'envoi de courriers réglementaires. En pratique les coûts commerciaux unitaires observés sur l'année 2020 sont significativement inférieurs aux coûts prévisionnels et sont restés au niveau des coûts unitaires historiquement constatés. Les contraintes liées à la fin des TRV (envoi de courrier, recrudescence de questions) n'ont pas été aussi coûteuses qu'anticipé.

Pour l'exercice 2021-2022, le scénario proposé par GEG repose sur une baisse de 25% des charges commerciales par rapport à celles constatées en 2020.

Ce scénario fait l'hypothèse d'une sortie des TRV suivant la tendance constatée sur la période d'avril 2020 à avril 2021, soit une sortie de 520 clients par mois. Sur la période 2021-2022, le nombre moyen de contrats s'élève à 24 430, contre 31 300 sur l'année 2020, soit une baisse de 21%.

Par ailleurs, le niveau des coûts commerciaux unitaires prévisionnels est revu à la baisse en cohérence avec les niveaux observés sur la période précédente.

Enfin, GEG a indiqué à la CRE ne pas être obligé CEE, au vu d'un volume de consommation annuelle inférieure au seuil d'abattement CEE<sup>3</sup>. L'exonération de l'obligation CEE pour les clients bénéficiant des tarifs réglementés de vente de gaz naturel de GEG est le résultat de la séparation par GEG de ses activités de fourniture en deux entités :

- l'entité GEG fournit les tarifs réglementés de vente de gaz naturel et d'électricité sur le GRD GreenAlp ;
- sa filiale GEG Source d'Energies (GEG SE) fournit les offres de marché de gaz naturel et d'électricité.

Figure 1. Portefeuille en consommation annualisée de gaz naturel des clients de GEG et GEG SE, tous GRD et segments confondus, au 31 décembre 2020

	Portefeuille en consommation annualisée (GWh/an), en date du 31 décembre 2020
GEG	252
GEG SE	528
<b>Total</b>	<b>780</b>

L'article II du projet de décret relatif à la cinquième période du dispositif des certificats d'économies d'énergie, communiqué par le ministère de la transition écologique le 9 février 2021, indique que :

« Pour chaque année civile [...], sont soumises à des obligations d'économies d'énergie les personnes pour lesquelles au moins l'une des quantités définies à l'article R. 221-2 est supérieure, la même année, aux seuils suivants [...] : 7° Pour la quantité de gaz naturel :

- a) 400 millions de kilowattheures de pouvoir calorifique supérieur d'énergie finale pour les années civiles 2015 à 2021 ;
- b) 300 millions de kilowattheures de pouvoir calorifique supérieur d'énergie finale pour l'année civile 2022 ;
- c) 200 millions de kilowattheures de pouvoir calorifique supérieur d'énergie finale pour l'année civile 2023 ;
- d) 100 millions de kilowattheures de pouvoir calorifique supérieur d'énergie finale pour l'année civile 2024 et les suivantes. »

Le seuil d'abattement de 400 GWh/an en 2021 puis 300 GWh/an en 2022, étant calculé par entité juridique, seul GEG SE serait obligé CEE sur la période tarifaire 2021-2022.

<sup>3</sup> Pendant la 4e période CEE, ce seuil d'abattement est égal à 400 GWh/an de consommation annuelle de gaz naturel.



La CRE note que la séparation GEG et GEG SE a principalement une portée d'ordre *marketing* dans la mesure où les équipes commerciales des deux entités sont confondues. Sans que la pratique de GEG soit illégale<sup>4</sup>, il semble contraire à la logique du dispositif des CEE que GEG, fournisseur historique, soit exonéré d'obligation CEE

La CRE appelle l'attention du gouvernement sur cette situation, qui peut conduire à rendre le prix des TRV de GEG non contestable par un fournisseur qui serait obligé CEE.

A noter, GEG n'ayant pas été obligé CEE précédemment, cette composante de coûts est sans effet sur l'évolution des TRV de GEG au 1<sup>er</sup> juillet 2021.

**L'évolution prévisionnelle des coûts commerciaux de GEG entraîne une diminution du niveau moyen du tarif réglementé de vente de 6,8 %.**

## 2.3 Synthèse de l'évolution des coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement

Figure 2. Tableau d'évolution des coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement au 1<sup>er</sup> juillet 2021

	% d'impact prévisionnel sur les TRV HT des 3 principales ELD au 1 <sup>er</sup> juillet 2021		
	Gaz de Bordeaux	ES Energies Strasbourg	GEG
Coûts de distribution	+0,3%	-2,3 %	+0,6 %
Coûts de transport et de stockage	+3,8%	-0,6 %	-1,8 %
Coûts commerciaux (y compris les coûts CEE)	+0%	+5,4 %	-6,8 %
Dont coûts hors CEE	-0,5%	+3,4 %	-6,8 %
Dont coûts CEE	+0,5%	+2,0 %	Non concerné
Coûts d'approvisionnement (prévisionnels, sur la base des indices de prix constatés arrêtés au 18 mai 2021)	+6,4%	+6,2 %	+10,8 %
<b>Evolution prévisionnelle du TRV HT</b>	<b>+10,4%</b>	<b>+8,7%</b>	<b>+2,8 %</b>

<sup>4</sup> A noter que la création de la société GEG SE était une contrainte réglementaire lors de l'ouverture des marchés en 2004 pour que l'ELD puisse commercialiser des offres de marchés en dehors du territoire historique.

## SYNTHESE ET RECOMMANDATIONS DE LA CRE

Conformément au cadre législatif en vigueur, la CRE a renouvelé son analyse détaillée des coûts des principales ELD de gaz naturel en 2021.

Sur la base de l'examen approfondi des comptes de ces entreprises, et de ses coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement, la CRE formule les recommandations suivantes :

- Sur l'analyse des coûts 2020 :

La CRE constate que l'écart en 2020 entre les recettes issues des ventes aux clients aux tarifs réglementés de vente (TRV) et les coûts réellement supportés par l'opérateur (incluant la marge commerciale) est faible pour les fournisseurs Gaz de Bordeaux et ES Energies Strasbourg. S'agissant de GEG, la CRE recommande au gouvernement de ne pas rattraper l'écart constaté en 2020.

- Sur l'analyse des coûts hors approvisionnement

La CRE constate que les coûts hors approvisionnement évoluent de manière hétérogène pour les trois ELD.

Figure 3. Tableau d'évolution des coûts hors approvisionnement au 1<sup>er</sup> juillet 2021

	% d'impact prévisionnel sur les TRV HT des 3 principales ELD au 1 <sup>er</sup> juillet 2021		
	Gaz de Bordeaux	ES Energies Strasbourg	GEG
Coûts de distribution	+0,3%	-2,3 %	+0,6 %
Coûts de transport et de stockage	+3,8%	-0,6 %	-1,8 %
Coûts commerciaux (y compris les coûts CEE)	+0%	+5,4 %	-6,8 %
Dont coûts hors CEE	-0,5%	+3,4 %	-6,8 %
Dont coûts CEE	+0,5%	+2,0 %	Non concerné
<b>Evolution prévisionnelle du TRV HT (prévisionnelle)</b>	<b>+4,1 %</b>	<b>+2,3 %</b>	<b>-8,2 %</b>

- Sur l'analyse des coûts d'approvisionnement :

Au vu des éléments transmis par les 3 principales ELD, la CRE recommande de ne pas modifier leur formule tarifaire au 1<sup>er</sup> juillet 2021.

Les indices sous-jacents utilisés pour le calcul de l'évolution des coûts d'approvisionnement n'étant pas connus à la date du présent rapport, l'évolution de ces coûts au 1<sup>er</sup> juillet 2021 ne peut pas être calculée à ce stade. Sur la base des données disponibles au 18 mai 2021, et compte-tenu de la hausse des prix constatée sur les marchés de gros du gaz, l'évolution des coûts d'approvisionnement pourrait impacter l'évolution des TRV de la manière suivante :

- +6,4 % pour Gaz de Bordeaux ;
- +6,2 % pour ES Energies Strasbourg ;
- +10,8 % pour GEG.

\*\*\*

La présente délibération sera publiée sur le site internet de la CRE. Elle sera transmise à la ministre de la transition écologique ainsi qu'au ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Délibéré à Paris, le 3 juin 2021.  
Pour la Commission de régulation de l'énergie,  
Une Commissaire,

Catherine EDWIGE